



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
C.C.T.P.**

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Création d'une desserte forestière intercommunale
(Cernay - Thann - Uffholtz)**

Maître d'ouvrage désigné
Ville de Cernay
26 rue James Barbier
BP 20220
68704 CERNAY
Tél : 0389758276

Maître d'œuvre
Office National des Forêts
Agence de Mulhouse
15 avenue de Strasbourg
68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Table des matières

CHAPITRE I – DESCRIPTION DES OUVRAGES	2
ARTICLE 1 – CONSISTANCE DES TRAVAUX	2
CHAPITRE II – PROVENANCE - SPECIFICATIONS DES MATERIAUX, PRODUITS ET COMPOSANTS	3
ARTICLE 1 : DISPOSITIONS COMMUNES	3
1.1 – Généralités	3
1.2 – Contrôle des matériaux et fournitures	3
ARTICLE 2 : SPECIFICATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE TERRASSEMENT, ASSAINISSEMENT ET VOIRIE	3
2.1 – Préparation et déroulement du chantier	3
2.2 – Construction de routes forestières	6
2.3 – Construction des pistes forestières	5
2.4 – Création d'une place de retournement	6
2.5 – Création des places de dépôt	6
CHAPITRE III – MODES D'EXECUTION DES TRAVAUX	7
ARTICLE 1 – DISPOSITIONS COMMUNES	7
1.1 – Programme d'exécution des travaux	7
1.2 – Personnel de l'entreprise	7
1.3 – Sécurité	7
ARTICLE 2 – TRAVAUX PREPARATOIRES	7
2.1 – Installation de chantier	7
2.2 – Protection des ouvrages préexistants	7
2.3 – Protection de l'environnement	8
2.4 – Levé topographique	8
2.5 – Piquetage - Tolérance	8
2.6 – Non-conformité des ouvrages	8
CHAPITRE IV – CLAUSES DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALES	9
ARTICLE 1 – RESPECT DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES	9
ARTICLE 2 – STOCKAGE ET UTILISATION DE SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES	9
2.1 – Carburants - Lubrifiants	9
2.2 – Autres substances	9
ARTICLE 3 – PROTECTION DES COURS D'EAU LORS DES TRAVAUX	9
ARTICLE 4 – GESTION DES DECHETS	10
ARTICLE 5 – PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE	10
ARTICLE 6 – CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES	10
ARTICLE 7 – MESURES CONTRE LE BRUIT	10
ARTICLE 8 – GESTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	10
ARTICLE 9 – PROTECTION DES SITES ARCHEOLOGIQUES, PREHISTORIQUES ET HISTORIQUES	11

CHAPITRE I – DESCRIPTION DES OUVRAGES

ARTICLE 1 – Consistance des travaux

Les travaux sont à réaliser **en forêts communales de Cernay (*ban communal de Steinbach*), Uffholtz et Thann.**

Ils consistent en la construction de routes forestières sur 1440 ml, la construction de pistes d'exploitation/débardage sur 1420 ml, la création d'une place de retournement de 650 m², la création de 3 places de dépôt d'une surface totale de 650 m² et la création des équipements annexes (entrées de lignes/pistes, renvois d'eau).

Les travaux seront les suivants :

Création de routes forestières :

- Terrassement à la pelle et BRH (brise-roche hydraulique), dessouchage, talutage avec écrêtage ;
- Décompactage de la plateforme avec concassage des matériaux sur place (sur 40 cm de profondeur mini) ;
- Gestion des eaux de ruissellement, assainissement de la plateforme : fourniture et pose de rigoles métalliques et création de collecteurs d'eau terrassés en déblai ;
- Nivellement et compactage.

Création de pistes forestières :

- Création de pistes à la pelle (dessouchage, terrassement à la pelle avec utilisation du BRH au besoin, talutage avec écrêtage) ;
- Assainissement de la plateforme et création de collecteurs d'eau terrassés en déblai au besoin.

Création d'une place de retournement :

- Création de la place de retournement (dessouchage, terrassement à la pelle et BRH) ;
- Décompactage de la plateforme avec concassage des matériaux sur place (sur 40 cm de profondeur mini) ;
- Nivellement et compactage.

Création des places de dépôt :

- Création de 3 places de dépôt (terrassement à la pelle et BRH, nivellement et compactage).

Les travaux constituent **un seul lot.**

Pour information :

Les arbres situés sur l'emprise des routes et pistes ont été martelés à la peinture fluo (rose-orange) et seront coupés avant le démarrage des travaux pour la majorité du tracé. Certains tronçons de piste (notamment celui d'Uffholtz) seront exploités en simultané pendant les travaux d'infrastructure, l'accès étant impossible avant les travaux.

➔ Voir plan de localisation avec détail des linéaires et surfaces en annexe.

CHAPITRE II – PROVENANCE - SPECIFICATIONS DES MATERIAUX, PRODUITS ET COMPOSANTS

ARTICLE 1 – Dispositions communes

1.1 – Généralités

Aucun apport de matériaux extérieurs au chantier n'est prévu. Seuls les matériaux sur place seront utilisés, hormis la fourniture de rigoles métalliques.

1.2 – Contrôle des matériaux et fournitures

Les critères dimensionnels des rigoles métalliques seront contrôlés avant leur pose.

ARTICLE 2 – Spécifications relatives aux travaux

2.1 – Préparation et déroulement du chantier

- Mise en place de signalisation. Il faudra notamment veiller à fermer tous les sentiers, pistes et chemins en aval des travaux (risque de chutes de pierres) ;
- Pendant le déroulement du chantier, veiller à préserver les bornes parcellaires ;
- A la fin du chantier, veiller à dégager les pierres/roches qui seraient tombées sur les chemins en aval des travaux.

2.2 – Construction de routes forestières

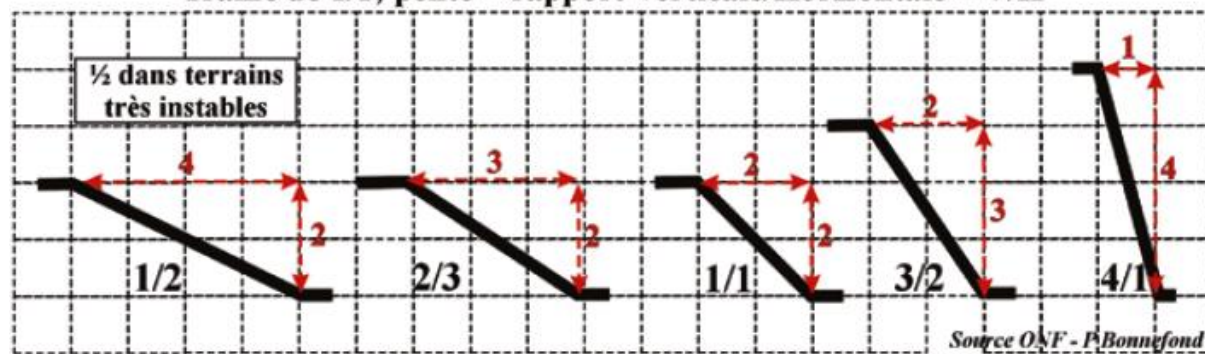
Les travaux consisteront à la transformation de la piste d'exploitation actuelle en une route forestière sur 1 440 mètres linéaires.

Les dimensions et caractéristiques techniques suivantes devront être respectées :

- Terrassement à la pelle avec dessouchage dans l'emprise (pas de souche dans les remblais). Les souches devront être mises de côté et stabilisées dans le talus aval (hors des lignes de parcelles et hors des accès aux parcelles forestières) ;
- Pas de terrassement en période de fortes pluies ;
- Présence de zones rocheuses nécessitant l'utilisation d'un brise-roche ;
- Assise formée en remblais/déblais (sauf si pente en travers > 60 %, dans ce cas, totalité de l'assise en déblai) ;
- Talutage : talutage en amont à réaliser en adaptant le profil du talus en fonction de la pente en travers et de la nature du terrain. Prévoir un rapport vertical/horizontal de 1/2 sur les terrains très instables (voir schéma ci-après) ;

PROFILS des différents talus

Trame de 1/1; pente = rapport Verticale/Horizontale = V/H



Nature du terrain	Pente de talus amont à privilégier
Sable, très instable	1/2
Terrain profond argileux, instable	2/3, possibilité de risberme
Terre/sol meuble/éboulis/remblais	1/1, possibilité de risberme
Terre et rocher mélangés Terrain stable et bonne cohésion avec éléments angulaires le structurant (sans circulation d'eau interne)	3/2, possibilité de risberme
Rocher	4/1

Source : Office National des Forêts – TRAVAUX ROUTIERS FORESTIERS – GUIDE TECHNIQUE Montagne 2016

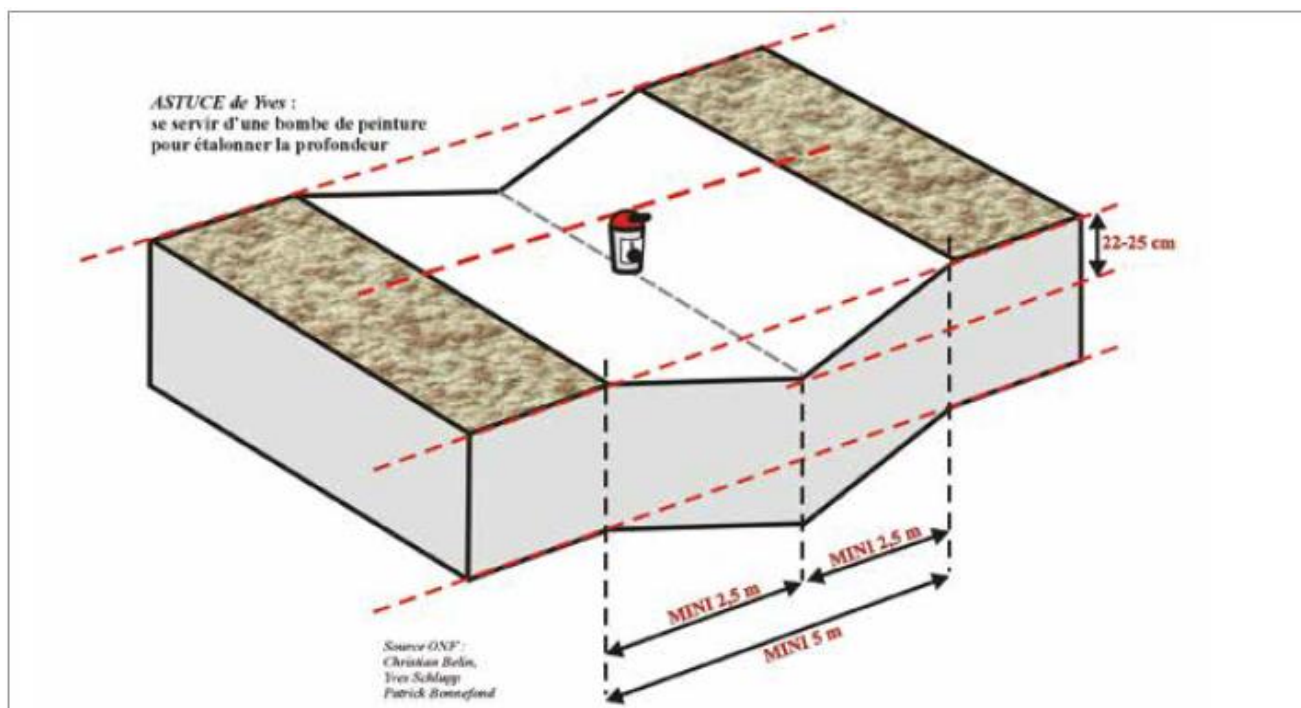
- Les bordures supérieures des talus seront écrêtées ;
- Plateforme optimale : 5 à 6 m de large (chaussée + accotements) ;
- Chaussée : largeur idéale de 3,5 m à 4 m ;
- Dans les virages à faible rayon, des surlargeurs seront prévues afin d'obtenir les largeurs ci-dessous :

Rayon de la courbe	12 m	15 m	20 m	25 m	30 m	35 m
Largeur minimale de la chaussée	5,50 m	5,10 m	4,30 m	3,90 m	3,70 m	3,50 m

Source : Office National des Forêts – TRAVAUX ROUTIERS FORESTIERS – GUIDE TECHNIQUE Montagne 2016

- Décompactage et concassage des matériaux sur place d'une **granulométrie type 0/60 sur une profondeur de 40 cm minimum** ;
- Fourniture et pose de 15 rigoles métalliques (tous les 100 m ou aux points noirs) : la rigole mesurera 5 m de long, l'intérieur de la rigole mesurera 15 cm de large et aura une profondeur de 13 cm, les pattes de scellement seront espacées de 1,2 m environ. La pose se fera dans le matériel concassé directement, sans scellement béton. Les collecteurs devront traverser la plateforme pour se vidanger vers l'aval sans créer d'affouillement. Le niveau supérieur de l'ouvrage doit se situer plus bas (1 à 2 cm minimum) que le niveau moyen de la chaussée, pour éviter tout affouillement en amont et éviter l'exhaussement du collecteur d'eau. Les collecteurs doivent être implantés en épis à 45° environ (mini 30°) par rapport à l'axe de la route, avec une pente en long d'écoulement de 5 % minimum. Un compactage à la pilonneuse sera effectué sur le concassé sur le bord de l'ouvrage ;

- Création de collecteurs d'eau transversaux terrassés en déblais tous les 33 m entre les rigoles métalliques soit environ 28 unités sur l'ensemble de la route (cet espacement pourra être ramené à 50 m pour les zones où la pente est comprise entre 6 et 8 % après validation par le responsable ONF du chantier) : la dépression formée par le collecteur doit être suffisamment évasée (=largeur suffisante) pour permettre le passage des ensembles routiers de transport de bois sans risque de déstabilisation. (voir schéma ci-dessous) ;



Collecteur d'eau terrassé en déblai, route forestière des Sommard en forêt communale d'Arâches (74)



Collecteur d'eau en cours de terrassement, route forestière de La Trappe en forêt communale de Passy (74)

Source : Office National des Forêts – TRAVAUX ROUTIERS FORESTIERS – GUIDE TECHNIQUE Montagne 2016

- Un dévers ponctuel de 4 % assurera une évacuation efficace. Le collecteur devra respecter les dimensions données sur le schéma ci-dessus ;
- Nivellement avec création d'un dévers aval sur la plateforme et chaussée (réglé à la niveleuse) de 1 à 2 %. Pente en travers 2 % maxi pour chaussée et 4 % maxi pour accotement ;
- Compactage de la plateforme (chaussée + accotement).

2.3 – Construction des pistes forestières

Les travaux consisteront à la création de pistes d'exploitation/débardage sur 1 420 mètres linéaires.

Les dimensions et caractéristiques techniques suivantes devront être respectées :

- Terrassement à la pelle avec dessouchage dans l'emprise ;
- Pas de terrassement en période de fortes pluies ;
- Présence de zones rocheuses pouvant nécessiter l'utilisation du brise-roche ;
- Assise formée en remblais/déblais (sauf si pente en travers > 60 %, dans ce cas, totalité de l'assise en déblai) ;
- Talutage : talutage en amont à réaliser en adaptant le profil du talus en fonction de la pente en travers et de la nature du terrain. Prévoir un rapport vertical/horizontal de 1/2 sur les terrains très instables ;
- Les bordures supérieures des talus seront écrêtées ;
- Plateforme optimale : 3,5 à 4 m de large (hors lacets) ;
- Bande de roulement : largeur idéale de 3 m ;
- Dans les virages à faible rayon, des surlargeurs seront prévues afin d'obtenir les largeurs suffisantes ;
- Assainissement de la plateforme : création de collecteurs d'eau transversaux terrassés en déblai (nombre à adapter en fonction du terrain) : la dépression formée par le collecteur doit être suffisamment évasée (=largeur suffisante). Un dévers ponctuel de 4 % assurera une évacuation efficace ;
- Nivellement avec création d'un dévers aval léger sur la plateforme de 1 à 2 %. Pente en travers 2 % maxi ;
- Des cimes d'arbres et troncs devront être placés sur les départs de pistes de débardage pour limiter l'introduction de véhicules à moteur.

2.4 – Création d'une place de retournement

Les travaux consisteront à la création d'une place de retournement de 650 m².

Les dimensions et caractéristiques techniques suivantes devront être respectées :

- Terrassement à la pelle avec dessouchage dans l'emprise (pas de souche dans les remblais). Les souches devront être mises de côté et stabilisées dans le talus aval (hors des lignes de parcelles et hors des accès aux parcelles forestières) ;
- La surface à terrasser sera préalablement piquetée par l'Office National des Forêts ;
- Pas de terrassement en période de fortes pluies ;
- Présence de zones rocheuses pouvant nécessiter l'utilisation du brise-roche ;
- Décompactage et concassage des matériaux sur place d'une **granulométrie type 0/60 sur une profondeur de 40 cm minimum** ;

- Nivellement avec création d'un dévers aval (réglé à la niveleuse) de 1 à 2 %. Pente en travers 2 % maxi pour chaussée et 4 % maxi pour accotement ;
- Compactage.

2.5 – Création des places de dépôt

Les travaux consisteront à la création de 3 places de dépôts (deux de 200 m² chacune, et une de 250 m²).

Les dimensions et caractéristiques techniques suivantes devront être respectées :

- Terrassement à la pelle avec dessouchage dans l'emprise ;
- La surface à terrasser sera préalablement piquetée par l'Office National des Forêts ;
- Pas de terrassement en période de fortes pluies ;
- Présence de zones rocheuses pouvant nécessiter l'utilisation du brise-roche ;
- Nivellement avec création d'un dévers aval (réglé à la niveleuse) de 1 à 2 %. Pente en travers 2 % maxi pour chaussée et 4 % maxi pour accotement ;
- Compactage ;
- **Pour la place de dépôt n°2 (située sur UFFHOLTZ), prévoir la création d'un fossé en bordure pour conserver l'écoulement d'eau du vallon jusqu'à l'entrée de la buse située sous le chemin forestier existant.**

CHAPITRE III – MODES D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 1 – Dispositions communes

1.1 – Programme d'exécution des travaux

Le programme joint aux propositions de prix lors de l'appel d'offres comprendra :

- Les phases d'exécution,
- Les moyens utilisés,
- Le calendrier prévisionnel.

1.2 – Personnel de l'entreprise

L'entrepreneur aura en permanence sur le chantier un représentant qualifié pour recevoir et faire exécuter les ordres ou observations du maître d'œuvre ou de son représentant.

L'entrepreneur sur la demande verbale et motivée du maître d'œuvre s'engage à exclure du chantier tout employé qui aurait de manière flagrante un comportement de nature à compromettre la bonne marche, la bonne exécution des travaux ou la sécurité pour lui-même, pour le reste du personnel ou pour n'importe quelle personne.

1.3 – Sécurité

Il est rappelé à l'entreprise que le respect des règles de sécurité sur le chantier est une obligation à sa charge et sous son autorité. Les conditions de travail sont soumises au décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ainsi qu'aux dispositions visées aux C.C.A.G. et C.C.A.P.

ARTICLE 2 – Travaux préparatoires

2.1 – Installation de chantier

L'entrepreneur installera à ses frais, sous sa responsabilité, l'ensemble des équipements nécessaires au bon déroulement du chantier, sur des emplacements soumis à l'avis du maître d'œuvre.

Il devra prendre toutes dispositions pour en assurer la sécurité (clôtures, fourniture et mise en œuvre de toute la signalisation de chantier conforme aux réglementations en vigueur, réglementation des circulations...).

Sont dus également à ce titre les travaux de nettoyage de l'ensemble du chantier (enlèvement des déchets et salissures, ...), le démontage et le repliement du matériel et la remise en état des lieux à la fin du chantier.

2.2 – Protection des ouvrages préexistants

Néant.

2.3 – Protection de l'environnement

D'une manière générale :

Jusqu'à la réception des travaux par le maître d'œuvre, l'entrepreneur est tenu de conduire le chantier, de mettre en œuvre et d'entretenir les moyens, provisoires et définitifs, qui s'imposent pour que les eaux superficielles et souterraines n'endommagent ou n'altèrent pas les caractéristiques des ouvrages, d'une part, ne provoquent pas des dégâts aux biens et aux terrains situés à proximité du chantier, d'autre part.

Dans le cas où des arrivées d'eau importantes et imprévues se produiraient, l'entrepreneur est tenu d'en informer immédiatement le maître d'œuvre, de prendre les mesures propres à assurer la sécurité du chantier et de proposer les dispositions permettant la poursuite des travaux.

En cas d'accident, l'entrepreneur avertira immédiatement les maîtres d'ouvrage et d'œuvre.

Protection particulière :

Dans le cadre des zonages ZSC (Zone Spéciales de Conservation) « Promontoires siliceux » Natura 2000, et suite aux conclusions issues de l'évaluation d'incidence et d'une visite sur site avec les représentants du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges et de la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin, l'entreprise doit respecter la consigne suivante :

Les matériaux extraits des talus amonts ou de l'ouverture de nouvelles emprises doivent rester sur place et serviront à former l'assise des routes forestières et des routes de débardage. Un travail à la pelle mécanique sera exigé pour les travaux de terrassement afin de maintenir un maximum de déblais avec le godet de l'engin. L'objectif étant de perturber le moins possible le milieu en aval du chantier (mesures d'évitement).

2.4 – Levé topographique

Les entrepreneurs ne disposeront pas de relevés topographiques.

2.5 - Piquetage - Tolérance

Le piquetage général indicatif (ou un marquage à la peinture) sera installé sur le terrain par le maître d'œuvre, en présence de l'entrepreneur. Le piquetage ou marquage indiquera :

- Les arbres de l'emprise des routes forestières et pistes d'exploitation/débardage ;
- Le périmètre des places de dépôt et de retournement ;
- L'emplacement des collecteurs d'eau.

Les piquetages complémentaires éventuels sont à la charge de l'entreprise.

Le maître d'œuvre n'est pas tenu de se conformer rigoureusement à l'avant-métré des travaux à exécuter. Il se réserve le droit d'y apporter toute modification qui lui apparaîtra nécessaire en cours d'exécution, en appliquant le Code des Marchés Publics et le Cahier des Clauses Administratives Générales.

Dans ce cas, les modifications seront portées à la connaissance de l'entrepreneur suffisamment à l'avance.

2.6 - Non-conformité des ouvrages

En cas de non-conformité de tout ou partie de l'ouvrage aux stipulations du marché, l'entrepreneur est tenu à ses frais aux interventions nécessaires, y compris en cas de démontage du réalisé.

CHAPITRE IV – CLAUSES DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALES

ARTICLE 1 – Respect des procédures administratives

Pour mémoire, il est rappelé à l'entreprise que le maître d'œuvre a adapté la conception du projet pour en minimiser les impacts négatifs sur le milieu. Il s'est également assuré que toutes les procédures administratives et les exigences réglementaires ont été respectées, pour ce qui relevait de sa compétence.

Lorsque des procédures d'autorisation particulière étaient nécessaires, les éventuelles prescriptions des administrations concernées ont été jointes en annexe et devront être respectées, sans exception, par l'entreprise.

Le présent document vise en outre à aider l'entreprise à adopter des modes de réalisation respectueux de l'environnement.

ARTICLE 2 – Stockage et utilisation de substances potentiellement polluantes

2.1 – Carburants - Lubrifiants

Ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels.

A l'issue des travaux, le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits.

L'usage de l'essence pour le nettoyage des engins est formellement interdit ; l'entrepreneur veillera à utiliser des produits non toxiques autorisés pour cet emploi.

2.2 – Autres substances

L'éventuel emploi d'autres substances potentiellement polluantes ou dangereuses sera soumis à concertation et agrément du maître d'œuvre – l'entreprise apportera la preuve du caractère légal de l'emploi – et le maître d'œuvre prescrira éventuellement des consignes de précaution.

ARTICLE 3 – Protection des cours d'eau lors des travaux

L'entreprise veillera à la protection du cours d'eau (eau coulante et abords immédiats) et notamment à la préservation de la berge lorsque celle-ci est proche des travaux à réaliser.

Tout déversement de matériaux dans le cours d'eau est interdit.

Toute pollution accidentelle dans le cours d'eau devra être signalée immédiatement au maître d'œuvre, ou à défaut de pouvoir joindre ce dernier rapidement, directement aux services de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB).

L'entreprise restera responsable des dommages causés au cours d'eau et sera tenue d'assurer la remise en état du milieu à ses frais (voir article IV.8 ci-après).

ARTICLE 4 – Gestion des déchets

Conformément aux articles 7 et 36 du CCAG-Travaux, ainsi qu'aux articles 4.3., 4.4., et 2.7.3. du Règlement national des travaux et services forestiers :

Pendant la durée du chantier : les déchets – emballages, bois, ferrailles, rémanents végétaux, déblais, produits de démolition... seront rassemblés dans un endroit identifié. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour éviter un dispersement (par le vent ou les eaux de pluie par exemple).

A l'issue du chantier, et éventuellement avant, si leur volume s'avère trop important : les déchets produits par l'entreprise seront évacués sous sa responsabilité vers un dépôt ou une filière de recyclage agréée.

Les matériaux en excès (fouilles, produits de démolition...) après comblement des fouilles et atterrissements artificiels ou refusés par le maître d'œuvre seront déposés à la fin du chantier en décharge agréée par le Maître d'œuvre.

La recherche de celle-ci, l'obtention des autorisations administratives éventuelles, et le coût de cette mise en décharge sont à la charge exclusive de l'entreprise.

ARTICLE 5 – Protection des espaces naturels contre l’incendie

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (l’article R322-1 du Code Forestier complété par l’arrêté préfectoral n°2004-43-4 du 12 février 2004 en cours de validité, et article 2.6. du Règlement national des travaux et services forestiers).

ARTICLE 6 – Circulation et stationnement des véhicules

Afin d’éviter l’ouverture de pistes inutiles et préjudiciables à l’environnement, les accès au chantier seront limités au strict besoin pour les travaux. Leur tracé sera préalablement validé par le Maître d’œuvre, ainsi que les aires de stockage et de stationnement.

La circulation sera réservée aux employés de l’entreprise qui respecteront les mesures de précaution minimales : trajets limités au nécessaire, vitesse modérée, stationnement suspendu pendant les périodes d’inactivité.

A l’issue des travaux, l’entrepreneur procédera à la remise en état du site.

ARTICLE 7 – Mesures contre le bruit

L’entrepreneur veillera à limiter l’usage des engins bruyants au strict nécessaire et arrêtera ceux qui ne servent pas.

ARTICLE 8 – Gestion des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l’entrepreneur avisera sans délai les secours (Tél. : 112), ainsi que le Maître d’œuvre. Il prendra toute disposition utile à faire cesser la cause du problème en attendant l’arrivée des secours et les consignes conservatoires du Maître d’œuvre. L’appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature, et l’importance du sinistre.

Principes d’intervention suite à une pollution accidentelle :

En cas de déversement accidentel important d’hydrocarbures sur berge ou dans le lit d’un ruisseau, les mesures suivantes devront être prises, dans l’ordre :

- Éviter la contamination des eaux superficielles : blocage par barrage ("diguettes" de terre dans un premier temps) ;
- Récupérer avant infiltration tout ce qui n’est pas encore déversé (redresser la citerne), tout ce qui peut être re-pompé en surface (sur le haut de berge, dans les fossés) et limiter la surface d’infiltration du produit : mise en œuvre de pompes à vides et de tapis absorbants par exemple ;
- Excaver les terres polluées au droit de la surface d’infiltration par mise en œuvre de matériel de terrassement (pelle mécanique par exemple), ventilation des fouilles et réalisation au sol d’aires étanchées sur lesquelles les terres souillées seront provisoirement déposées, puis acheminées vers un centre de traitement spécialisé.
- Selon l’importance de la pollution, un dispositif d’intervention pourra être mis en œuvre sous l’autorité du Préfet (sécurité civile).

ARTICLE 9 – Protection des sites archéologiques, préhistoriques et historiques

En cas de découverte fortuite d'objets, vestiges, ruines... intéressant l'histoire, la préhistoire, l'archéologie, l'histoire de l'art, etc., l'entrepreneur alertera sans délai le Maître d'œuvre ainsi que le Maire de la commune de situation (article 14 de la loi du 27 septembre 1941).

Lu et approuvé,

A le

L'entrepreneur,